

Paul VI, un visionnaire

L'intuition de la mondialisation

●●● **Albert Longchamp s.j.**, Zurich
Provincial de la Compagnie de Jésus

Très imprégné par la pensée du Père Louis-Joseph Lebre, dominicain (1897-1966) qui avait joué un rôle majeur dans la rédaction de sa première mouture, *Populorum progressio* fut salué par l'économiste François Perroux comme « l'un des plus grands textes de l'humanité ». En effet, soulignait l'auteur (qui fut aussi l'un des inspirateurs de Paul VI), cette lettre encyclique « dénonce sans ménagement l'échec actuel des économies, des sociétés et des civilisations considérées à l'échelle de la planète. Il désigne le choix redoutable et nécessaire : les Occidentaux doivent inventer des institutions et des conduites qui ne soient plus en contradiction directe avec les principes qu'ils évoquent. »¹ On a pu dire, vingt ans après sa publication, que *Populorum progressio* mettait fin aux « phrases feutrées et ecclésiastiques de la diplomatie vaticane »

(Mgr Jean Rodhain).² On a salué aussi, à juste titre, « ce texte fort, nouveau, passionné, vraiment catholique au sens étymologique du terme ».³

L'opinion publique, non sans raison, a surtout retenu de *Populorum progressio* son épilogue pathétique (76-80),⁴ titré *Le développement est le nouveau nom de la paix*, et l'une des phrases les plus ardentes : « Combattre la misère et lutter contre l'injustice, c'est promouvoir, avec le mieux-être, le progrès humain et spirituel de tous, et donc le bien commun de l'humanité. » Quelques lignes plus loin, le pape renouvelle l'invitation qu'il avait adressée en 1965 aux délégués de l'Assemblée des Nations Unies à New York, à savoir la nécessité d'« instaurer une autorité mondiale en mesure d'agir efficacement sur le plan juridique et politique ».

Datée du 26 mars 1967 - un dimanche de Pâques - l'encyclique « Populorum progressio » de Paul VI, ardent plaidoyer pour l'humanisation de l'économie, créa l'événement. Un ton nouveau, des perspectives ouvertes : son retentissement fut énorme. Après quarante ans, sa pertinence demeure.

Trop optimiste ?

L'encyclique de Pâques 1967, au cours des années et à cause des événements violents qui ont bouleversé le visage de notre planète, fut traitée ensuite de vision optimiste, voire idéaliste de l'histoire. En la relisant dans le contexte actuel, il est difficile de souscrire à un tel jugement. Le développement est toujours et encore

- 1 • **François Perroux**, *Le pain et la parole*, Cerf, Paris 1969, pp. 282-283.
- 2 • *Message du Secours catholique*, n° 391, mars 1987.
- 3 • **Henri Madelin et François Boëdec**, *L'Evangile social. Guide pour une lecture des encycliques sociales*, Bayard/Centurion, Paris 1999, p. 104.
- 4 • Les numéros entre parenthèses se rapportent à la numérotation des paragraphes de *Populorum Progressio*.

une exigence quotidienne et un enjeu mondial : « Le fait majeur dont chacun doit prendre conscience est que la question sociale est devenue mondiale. (...) Les peuples de la faim interpellent aujourd'hui de façon dramatique les peuples de l'opulence. L'Eglise tressaille devant ce cri d'angoisse et appelle chacun à répondre avec amour à l'appel de son frère » (3).

Ces lignes, au commencement de l'encyclique, précèdent et prévoient la mondialisation du développement, de l'économie, des techniques et de la collaboration internationale. L'Eglise romaine, par la plume de Paul VI, quitte la réflexion sociale (la « doctrine sociale »), pour entrer dans la pensée politique. Ce faisant, le pape s'avance très loin en suivant Lebreton, lequel aimait à répéter, non sans humour, que « la politique est la plus haute discipline après la théologie ; (et) l'ambition politique est la plus noble après l'ambition apostolique ».⁵

Dans *Populorum progressio*, relevait le théologien René Coste dans un article publié pour le 20^e anniversaire de l'encyclique dans la *Nouvelle revue théologique*, nous sommes dans le monde des hommes et non des choses. Lors de ce même anniversaire, Jean Paul II publia son encyclique *Sollicitudo rei socialis* (SRS), datée du 30 décembre 1987, que nous nous garderons de négliger. Le pape Wojtyła soulignait qu'il est permis de dire que *Populorum progressio* est comme la réponse à l'appel que formulait Vatican II au début de la Constitution *Gaudium et Spes* : « Les joies et les espoirs, les tristesses et les angoisses des hommes de ce temps, des pauvres surtout et de tous ceux qui souffrent, sont aussi les joies et les espoirs, les tristesses et les angoisses des disciples du Christ, et il n'est rien de vraiment humain qui ne trouve écho dans leur cœur. »

Jean Paul II insistait dans sa prise de position sur la légitimité et même sur la nécessité de l'intervention de l'Eglise dans le domaine des sciences sociales et économiques qui, a priori, ne sont pas de son ressort. Et le pape reconnaissait que, malgré le concile et l'encyclique *Mater et Magistra* de Jean XXIII, le magistère social de l'Eglise n'était pas encore parvenu à affirmer en toute clarté que la question sociale avait acquis une dimension mondiale.

L'intuition de la mondialisation

« Dimension mondiale », selon Jean Paul II, ou « vocation à dimension mondiale », selon Paul VI, ces termes représentent les premières intuitions de la mondialisation dont nous sommes aujourd'hui totalement imprégnés.

Le développement, affirme Paul VI, doit être intégral, c'est-à-dire, selon une formule désormais célèbre qui traduit l'aspiration profonde de l'humanité, « promouvoir tout homme et tout l'homme ». La croissance, oui, mais pas seulement en tant qu'un degré toujours plus élevé de productivité, d'accumulation du capital et des biens disponibles. La croissance est un problème de qualité de vie. Il s'agit d'une croissance d'humanité, d'humanisation et non seulement d'enrichissement ; il s'agit d'être plus au lieu du simple avoir plus.

Paul VI se montre sévère à l'égard d'une croissance réduite à de la cupidité : « L'avarice des personnes, des familles et des nations peut gagner les moins pourvus comme les plus riches et susciter chez les uns et les autres un maté-

5 • Cf. Louis-Joseph Lebreton, *Ecrits spirituels*, l'Atelier, Paris 1996, p. 89.

rialisme étouffant » (18). Toute croissance est ambivalente, relève-t-il. Si elle est nécessaire à l'être humain et aux sociétés, « elle (nous) enferme comme dans une prison dès lors qu'elle devient le bien suprême qui empêche de regarder au-delà (...) Pour les nations comme pour les personnes, l'avarice est la forme la plus évidente du sous-développement moral » (19).

On peut se demander ici : qu'est-ce que le développement ? La réponse peut tenir en deux mots : un accroissement d'humanité. Paul VI écrit explicitement : le vrai développement est « le passage, pour chacun et pour tous, de conditions moins humaines à des conditions plus humaines » (20).

Le Père Lebreton donne pour sa part une définition un peu plus élaborée du développement. Il s'agirait de « la série des passages, pour une population déterminée et pour les fractions de population qui la composent, d'une phase moins humaine à une phase plus humaine, au rythme le plus rapide possible, compte tenu de la solidarité entre les fractions de la population nationale et de la solidarité entre les nations ».⁶

L'âme de la croissance

A lire *Populorum progressio* aujourd'hui, on serait tenter de croire que le débat entre croissance et développement est clos. Dans un récent ouvrage, Pierre Villain propose, pour nous convaincre du contraire, de procéder à un test facile. « Collectionnez donc des articles,

discours et conférences où le mot *développement* tient bonne place. Puis, à la lecture, observez, sans préjugé ni acrimonie, de quoi il s'agit. On écrit et l'on parle de développement mais, neuf fois sur dix (le texte et le contexte en témoignent), c'est de la croissance et de son taux magique dont il est question. Sans que quiconque, sauf exception, ne le fasse remarquer. »⁷

Le même auteur propose cette définition du développement : un effort, personnel et collectif, multiforme et permanent, indispensable à la promotion de l'humain dans toutes ses dimensions. Et Pierre Villain de citer ce mot de Jean-Baptiste de Foucauld, ancien commissaire français au Plan : « Ne vendons pas notre âme à la croissance ; devenons plutôt l'âme de la croissance. »

Le lien entre solidarité et développement n'a pas toujours été perçu correctement... Jusque dans les années 1965, le lien entre développement et colonialisme ou colonisation était encore la norme. « Nous apportons le progrès, donc les bienfaits évidents de la civilisation » ! Il a fallu de lourds et longs conflits de décolonisation pour sortir de cette mentalité qui laisse encore des traces. L'impérialisme n'est pas mort dans tous les esprits.

Selon *Populorum progressio*, le devoir de solidarité des personnes devient aussi celui des peuples : « Les nations développées ont le très pressant devoir d'aider les nations en voie de développement. » Et d'insister : « S'il est normal qu'une population soit la première bénéficiaire des dons que lui a faits la Providence comme des fruits de son travail, aucun peuple ne peut, pour autant, prétendre réserver ses richesses à son seul usage » (48-49).

L'Eglise se doit d'être aux côtés des dépossédés de la richesse, des opprimés, des malades. Avec *Populorum progressio*, elle entre résolument dans l'ère de

6 • Louis-Joseph Lebreton, éditorial de *Développement et civilisations*, n° 1, mars 1961, p. 3.

7 • Pierre Villain, *L'avenir de la terre ne tombera pas du ciel*, Desclée de Brouwer, Paris 2007, p. 111.

Jean-Yves Calvez,
*Chrétiens penseurs
du social. T. 2 L'après-
guerre (1945-1967),*
Cerf, Paris 2006,
210 p.

Jérôme Régnier,
*Cent ans d'enseigne-
ment social de l'Eglise,*
Desclée de Brouwer,
Paris 1991.

Georges Corm,
*La question religieuse
au XXI^e siècle,*
La Découverte,
Paris 2007, 205 p.
Cet ouvrage ne
concerne pas directe-
ment l'enseignement
social de l'Eglise, mais
dresse un excellent
panorama du rôle des
religions depuis les
grandes découvertes
jusqu'aux défis de la
mondialisation.

la prise de conscience de sa responsabilité économique et politique. Et quelle prise de conscience ! Selon François Perroux, l'encyclique « rappelle aux Occidentaux qu'ils sont homicides par omissions, inattention et satisfaction de soi ! »⁸ La solidarité n'est donc point une vague expression moralisatrice ou vidée de tout contenu. C'est un devoir politique. Un devoir de réparation. Un devoir de libération (dans le sens où les théologiens de la libération, en Amérique latine, ont tenté de réveiller les consciences).

Ecologie de l'économie

La croissance n'est pas reniée, le marché n'est pas condamnable en soi, la liberté d'entreprise est saine si elle reste un service à la collectivité. En d'autres termes, la pensée sociale de l'Eglise entend sortir du cadre étriqué de la relation producteur-consommateur, qui forme le noyau du jeu économique, et veut replacer la personne humaine au centre de l'économie à partir de la théorie classique des facteurs de production (terre, capital, travail).

Le travail est peine et création. Il est à l'origine de toute richesse. Mais il permet aussi à la personne de s'accomplir comme être social, de s'intégrer dans la société. En vertu de cette double finalité, tout acte économique représente un choix moral qui repose lui-même sur un principe très simple : « Il y a un certain dû à l'homme parce qu'il est homme », écrit l'encyclique *Centesimus annus* (1991). Pour reprendre la belle expression du théologien protestant Denis Müller : « L'économie est précédée par un don, elle est orientée vers une promesse. »

L'acte économique est un choix, il implique une visée sur l'avenir de la Planète, il oriente le futur. Or les dons de

la création sont offerts à toutes les générations et pas seulement à la nôtre. Donc nous sommes responsables de « l'écologie de l'économie ». Nous avons pour devoir essentiel la préservation du patrimoine autant que son exploitation. Il s'agit fondamentalement d'une exigence éthique (un mot qui n'apparaît pas encore dans l'encyclique de Paul VI). C'est à ces multiples titres que l'Eglise se mêle d'économie. *Populorum progressio* a ouvert la voie à une prise de conscience « mondialisée » en laissant aux acteurs économiques des balises, des points de repère qui restent valides malgré les quatre décennies passées depuis sa publication. Paul VI s'en disait convaincu.

Soulignant dans la conclusion de son encyclique l'ampleur du drame et l'urgence de l'œuvre à accomplir, il en appelait à la conscience « de tous les hommes et de tous les peuples ». « L'heure de l'action a maintenant sonné. » Il en dépend de « la survie de tant d'enfants innocents (et de) l'accès à une condition humaine de tant de familles malheureuses. La paix du monde, l'avenir de la civilisation sont en jeu » (80).

Toute la personnalité, sensible, angoissée de Paul VI se lit dans cet appel. Mais a-t-il été entendu ? Pour le Père Vincent Cosmao, dominicain et fils spirituel de Lebrez, l'encyclique de 1967 a créé « une dynamique de nature à donner du souffle à des chrétiens en train de redécouvrir que l'histoire en train de se faire est le lieu réel de la pratique de la foi ». Le développement doit s'imposer aux décideurs d'aujourd'hui et de demain, comme le lieu d'une espérance durable pour toute l'humanité.

A. L.

8 • François Perroux, op.cit., p. 282.